Les représentants du personnel devront être en service à Tahiti. Les listes devront être déposées au plus tard le vendredi 27 octobre 2000 à 15 h, terme de rigueur, au bureau du personnel de la direction de l'administration et des finances, boulevard Pomare, à Papeete.

Elles porteront le nom d'un fonctionnaire résidant à Papeete, appelé à représenter la liste dans toutes les opérations électorales et seront, en outre, accompagnées d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat. Il ne sera accepté aucun dépôt ni modification de liste après le 27 octobre 2000, 15 h.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française et le directeur de l'administration et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 octobre 2000.
Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

ARRETE n° 482 MIDCR du 4 octobre 2000 soldant l'opération "Rocade de Papeete : études techniques", engagée par arrêté n° 1463 BPR du 15 décembre 1993 au profit du territoire de la Polynésie française au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S. (chapitre 68-92, article 10), programme 1993.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-1063 du 15 décembre 1982 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements civils dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 91-900 du 6 septembre 1991 fixant la liste et le classement des investissements du ministère des départements et territoires d'outre-mer dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 92-758 du 4 août 1992 modifié portant réforme du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer ;

Vu les arrêtés n° 594 CM du 9 juillet 1993 et n° 791 CM du 13 septembre 1993 du conseil des ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu les délibérations n° 93-88 AT du 16 juillet 1993, n° 93-129 AT du 25 novembre 1993 et n° 94-7 AT du 23 juin 1994 fixant le programme 1993 de la section territoriale du F.I.D.E.S. ;

Vu les délégations d'autorisation de programme (visa du CFC n° 1819 du 19 mars 1993, n° 1889 du 18 août 1993 et

n° 1937 du 23 novembre 1993) d'un montant de 2.500.000 FF, 3.170.000 FF et 2.499.000 FF ;

Vu l'arrêté n° 1463 BPR du 15 décembre 1993 portant attribution d'une subvention de la section territoriale du F.I.D.E.S. au profit du territoire de la Polynésie française pour la réalisation de l'opération "Rocade de Papeete : études techniques" ;

Considérant que la subvention a été versée à hauteur de 778.140 FF (14.148.000 F CFP) (Md 34 Bd 11 du 3 avril 1995 Md 697 Bd du 7 décembre 1995) ;

Considérant le certificat administratif n° 224 plan du 28 juin 2000 attestant la fin de cette opération pour un montant de 14.147.635 F CFP ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La participation de l'Etat d'un montant de : 825.000 FF (15.000.000 F CFP), destinée à financer l'opération "Rocade de Papeete : études techniques", engagée par arrêté n° 1463 BPR du 15 décembre 1993, au profit du territoire de la Polynésie française, au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S. (chapitre 68-92, article 10), est soldée à hauteur de : 778.140 FF (14.148.000 F CFP).

Il est donc procédé à un retrait d'engagement de : 46.860 FF.

Art. 2.— Un ordre de reversement d'un montant de 365 F CFP sera émis à l'encontre du bénéficiaire de la subvention. Ce montant correspond à la somme indûment perçue compte tenu du coût effectif de l'opération.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au trésorier-payeur général et sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 octobre 2000.
Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

ARRETE n° 483 MIDCR du 4 octobre 2000 soldant l'opération "Réseau radio de sécurité - vallée de la Papenoo", engagée par arrêté n° 315 BPR du 27 mars 1995 au profit du territoire de la Polynésie française au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S. (chapitre 68-92, article 10), programme 1993.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française

Vu le décret n° 82-1063 du 15 décembre 1982 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements civils dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 91-900 du 6 septembre 1991 fixant la liste et le classement des investissements du ministère des départements et territoires d'outre-mer dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 92-758 du 4 août 1992 modifié portant réforme du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer ;

Vu les arrêtés n° 594 CM du 9 juillet 1993 et n° 791 CM du 13 septembre 1993 du conseil des ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu les délibérations n° 93-88 AT du 16 juillet 1993, n° 93-129 AT du 25 novembre 1993 et n° 94-7 AT du 23 juin 1994 fixant le programme 1993 de la section territoriale du F.I.D.E.S. ;

Vu les délégations d'autorisation de programme (visa du CFC n° 1819 du 19 mars 1993, n° 1889 du 18 août 1993 et n° 1937 du 23 novembre 1993) d'un montant de 2.500.000 FF, 3.170.000 FF et 2.499.000 FF ;

Vu l'arrêté n° 315 BPR du 27 mars 1995 portant attribution d'une subvention au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S. au profit du territoire de la Polynésie française pour la réalisation de l'opération "Réseau radio de sécurité - vallée de la Papenoo" ;

Considérant que la subvention a été versée à hauteur de 44.000 FF (800.000 F CFP) (Md 273 Bd 118 du 17 août 1995 Md 216 Bd 69 du 12 juin 1996) sur la base des justificatifs fournis ;

Considérant le certificat administratif n° 368 plan du 21 août 2000 attestant la fin de cette opération pour un montant de 491.000 F CFP ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La participation de l'Etat d'un montant de : 55.000 FF (1.000.000 F CFP), destinée à financer l'opération "Réseau radio de sécurité - vallée de la Papenoo", engagée par arrêté n° 315 BPR du 27 mars 1995, au profit du territoire de la Polynésie française, au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S. (chapitre 68-92, article 10), est soldée à hauteur de : 44.000 FF (800.000 F CFP).

Il est donc procédé à un retrait d'engagement de : 11.000 FF.

Art. 2.— Un ordre de reversement d'un montant de 309.000 F CFP sera émis à l'encontre du bénéficiaire de la subvention. Ce montant correspond à la somme indûment perçue compte tenu du coût effectif de l'opération.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au trésorier-payeur général et sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 octobre 2000.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.

Par arrêté n° 463 FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 26 septembre 2000.— Le délai de réalisation du projet visé à l'article 4 de l'arrêté n° 768 FIP du 20 octobre 1997 portant attribution d'une subvention au titre du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) à SIVOM "Tahaa-Raiatea" d'un montant de 13.255.800 F CFP, est porté de deux à quatre ans.

Par arrêté n° 1-2000 MARQ du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 27 septembre 2000.— Sont désignés comme délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargés de la révision des listes électorales 2000/2001 dans la subdivision administrative des îles Marquises :

1) *Commune de Nuku Hiva*

- Bureau de vote de Taiohae : M. Simon Teikiteetini, professeur au C.E.T.A.D. de Taiohae ;
- Bureau de vote de Taipivai : M. Gabriel Teikitekahioho, instituteur ;
- Bureau de vote de Hatiheu : Mlle Rita Tevenino, artisane ;
- Bureau de vote de Aakapa : M. Simon Kimitete ;
- Liste générale : Mme Clémence Ah Scha, employée communale.

2) *Commune de Ua Pou*

- Bureau de vote de Hakahau : M. Gérard Munsch, instituteur ;
- Bureau de vote de Hohoi : M. Ludovic Teikitumenava, instituteur ;
- Bureau de vote de Hakahetau : Mme Fabiola Teikitutoua, institutrice ;
- Bureau de vote de Hakamaï : Mme Dorothée Tissot, institutrice ;
- Bureau de vote de Haakuti : Mme Maeva Tissot, institutrice ;
- Bureau de vote de Hakatao : Mme Marie-Joséphine Ah-Lo, institutrice ;
- Liste générale : Mme Augustine Dordillon, secrétaire de mairie.

3) *Commune de Ua Huka*

- Bureau de vote de Vaipae : Mme Colette Brown née Ohu, secrétaire ;
- Bureau de vote de Hane : Mme Delphine Rootuehine, institutrice ;
- Liste générale : M. Napoléon Teatiu, secrétaire de mairie.

4) *Commune de Hiva Oa*

- Bureau de vote de Atuona : M. Roger Vaki, instituteur ;
- Bureau de vote de Hanaiapa : M. Harevaa Anihia, instituteur retraité ;
- Bureau de vote de Puamau : M. Rémy Santos, instituteur ;
- Bureau de vote de Hanapaaao : Mme Honorine Kahupotu, institutrice ;
- Liste générale : M. René Terme, instituteur à la retraite.

5) *Commune de Tahuata*

- Bureau de vote de Vaitahu : Mme Marie-Louise Tetahiotupa, infirmière ;
- Bureau de vote de Hanatetena : Mme Sabina Nakeaetou, institutrice ;
- Bureau de vote de Hapatoni : Mme Liliane Teikipupuni, conseillère municipale ;
- Bureau de vote de Motopu : M. Roland Raihauti, instituteur retraité ;
- Liste générale : M. Teapua Burns, secrétaire général de mairie.